



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence – Alpes – Côte-d'Azur

MARTIGUES, le 04 Septembre 2020

Unité départementale des Bouches du Rhône

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

<u>Objet</u> :	Installations classées pour la protection de l'environnement Demande de modification d'une plateforme logistique pour la création d'une cellule réfrigérée.
<u>Demandeur</u> :	Société Centrale Ethnique – Entrepôt logistique ZA Clesud – Bât. M3 – 4 rue Comté de la Pérouse – 13140 MIRAMAS
<u>Réf</u> :	Transmission préfectorale du 28 octobre 2019 – Dossier suivi par Patrick Arguimbau
<u>P.J.</u> :	1 projet d'arrêté complémentaire

Par courrier du 25 octobre 2019, la société Centrale Ethnique a transmis à M. le préfet des Bouches du Rhône un dossier de porter à connaissance d'un projet de modification consistant en la création d'une cellule réfrigérée à -22°C pour le stockage de produits surgelés, d'une zone de préparation également à -22 °C et d'un sas réfrigéré de -4 °C à +6 °C.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner.

1 - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société Centrale Ethnique exploite une plateforme logistique en zone CLESUD (Bât. M3 – 4 rue Comté de la Pérouse 13140 – Miramas) soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 01 juillet 2008 autorisant la société Faubourg Promotion à exploiter une plateforme logistique, puis par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 13 mai 2011 et 18 février 2019 correspondant respectivement à la reprise des activités par la société ATOSA puis par Centrale Ethnique, actuel exploitant du site.

2 - PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION

2.1 Description du projet

La société Centrale Ethnique exploite un entrepôt de produits de consommation courante issus du commerce équitable.

Initialement, le projet comportait la création de 3 cellules A, B et C d'environ 4520 m², de 200 m² de bureaux et locaux sociaux ainsi que 282 m² de locaux techniques.

Actuellement seules les cellules A et B ont été aménagées et exploitées ainsi qu'une extension des bureaux qui avait été sollicitée en octobre 2015.

Aujourd'hui, l'exploitant souhaite finaliser la 3^e cellule d'une surface de 1947 m² pour y stocker des produits secs (cellule déjà autorisée), modifier la cellule B pour y intégrer une cellule à froid négatif (-22 °C) de 289 m² et un sas de transfert également réfrigéré pour garantir la chaîne du froid depuis le quai de déchargement jusqu'à la cellule de stockage.

Cette sous-cellule à l'intérieur de la cellule B sera construite avec des murs coupe-feu REI 120 isolés thermiquement et la séparation avec la nouvelle cellule C constituée par un mur coupe-feu REI 240 sera conservée.

En plus de la création de cette cellule réfrigérée, une extension des bureaux et locaux sociaux est prévue prise sur une bande de 4 m sur toute la largeur de la cellule A qui voit ainsi sa surface réduite de 4520 m² à 4195 m² (soit une surface de bureaux d'environ 325 m²). Le mur séparatif des bureaux sera coupe-feu REI 120 conformément au §4 : Dispositions constructives de l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2.2 Évolution du classement réglementaire

Les 2 tableaux fournis en annexe au présent rapport reprennent respectivement :

- Pour le tableau 1 : toutes les activités classées modifiées ou nouvelles objet du présent porter à connaissance et uniquement celles-ci ;
- Pour le tableau 2 : les activités actuellement autorisées, la prise en compte des extensions ou réductions d'activités, les nouvelles rubriques et pour finir l'évolution du classement par rapport à l'arrêté d'autorisation en vigueur.

Finalement au vu de ces 2 tableaux on s'aperçoit :

1. Que la demande de modification en elle-même n'atteint pas de seuil réglementaire nécessitant un examen au cas par cas ou une évaluation environnementale systématique au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
2. Que globalement, après avoir intégré les nouveaux seuils d'activités, le site passe d'un établissement soumis à A à une installation soumise à Enregistrement (compte tenu de l'évolution réglementaire intervenue par décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 qui a modifié les seuils de classement de la rubrique 1510 relative aux entrepôts couverts).

3 - RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR LES MODIFICATIONS DES ICPE SOUMISES À AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous : *« la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

1. *En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle **évaluation environnementale** en application du II [de l'article R. 122-2](#)*
2. *Ou atteint des **seuils quantitatifs et des critères** fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement*
3. *Ou est de nature à entraîner des **dangers et inconvénients significatifs** pour les intérêts mentionnés [à l'article L. 181-3](#).*

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa [de l'article L. 181-1](#) inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par [les articles R. 181-18](#) et [R. 181-21](#) à [R. 181-32](#) que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues [à l'article R. 181-45](#). »

4 - ÉVALUATION DU CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DE LA MODIFICATION

Le tableau ci-dessous précise les conséquences de la modification au regard de l'article R181-46. La colonne « COCHER » permet de déterminer dans quel cas se situe le présent dossier de demande de modification et la procédure d'instruction qu'il y a lieu d'engager,

Critère / Référence	Nécessité d'une Eval. Envir. Systématique	Nécessité d'un cas par cas	Résultat du cas par cas	Subst.	Procédure	Cocher
2 / R181-46.I.3°	non	non	-	Non et 1 / R181-46.I.1° négatif	APC nécessaire	x

Les modifications envisagées par la société Centrale Ethnique consistent à finaliser la construction de la cellule C qui était prévue initialement dans le projet de construction de la plateforme logistique, créer une cellule réfrigérée à -22 °C à l'intérieur de la cellule B et enfin aménagée une nouvelle zone de bureaux en grignotant un peu de surface de la cellule A.

Le fait d'aménager ces zones à l'intérieur de cellules existantes réduit de l'ordre de 40 000 m³ la capacité globale de stockage de l'entrepôt malgré la finalisation de la cellule C. Ainsi, la plateforme logistique se trouve désormais soumise à enregistrement, et non plus à autorisation, le demandeur a d'ailleurs inséré dans son PAC un chapitre faisant le point de la conformité de son installation à l'arrêté du 11 avril 2017 comme l'exige l'alinéa 8 de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement concernant la constitution des dossiers d'établissements soumis à enregistrement.

De plus, la production de froid négatif de la cellule réfrigérée sera obtenue par mise en œuvre d'une centrale de réfrigération à CO₂ transcritique. Cette technique consiste à compresser un gaz en plusieurs étapes pour le liquéfier au-delà de son point critique (pression ou température à laquelle un gaz se liquéfie). Au lieu de détendre le gaz comme l'on fait habituellement dans un évaporateur, on le maintient dans un état supercritique et on le fait passer dans une source chaude pour le détendre brutalement. Cette détente brutale permet d'atteindre des températures plus basses qu'avec un système par évaporation traditionnel. En outre, le CO₂ possède l'une des températures les plus basses de point critique parmi les fluides frigorigènes et ne présente pas de toxicité contrairement aux autres fluides tels que l'ammoniac ou le R4404A.

Ainsi l'installation de cette cellule froid n'aggrave pas les risques potentiels de l'installation.

Dans ces conditions, et compte tenu des éléments techniques fournis par le pétitionnaire dans son dossier de demande de modification, on peut considérer cette dernière comme non substantielle au regard des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement.

5 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Par courrier du 25 octobre 2019, la société Centrale Ethnique a porté à la connaissance de M. le préfet un projet de modification de sa plateforme logistique exploitée en zone CLESUD sur le territoire de la commune de Miramas et dédiée à la distribution de produits de consommation courante issus du commerce équitable.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle. Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe au moins pour actualiser les rubriques d'activité exercées, les nouveaux

seuils autorisés ainsi que les nouveaux classements prenant en compte la modification de la nomenclature intervenue en avril 2010 et les nouveaux textes réglementaires édités depuis la notification de l'arrêté d'autorisation d'origine.

L'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'indiquer à la société Centrale Ethnique qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation, et d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral ci-joint. En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Le présent rapport est à transmettre à M. le Préfet des Bouches du Rhône, Direction de la Citoyenneté et de la Légalité et de l'Environnement – Bureau des Installations et des Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux comme suite à sa transmission visée en référence.

Annexe : liste des activités classées de la demande de modification seule et après intégration des nouvelles rubriques

Tableau 1 : liste des activités du PAC seul

Activités demandées ou modifiées par le PAC seul			
Rubrique	Activité	Capacité demandée	Clf
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 300 000 m ³ -> A 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³ -> E 3. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ -> D	Cellule C produits secs : 26 285 m ³	D
1511	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 150 000 m ³ -> A 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 150 000 m ³ -> E 3. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ -> DC	Nouvelle chambre froide (+2 °C / -4 °C) 691 m ³ Zone de préparation à -22 °C : 768 m ³ Chambre froide négative (-22 °C) : 5702 m ³ Total : 7161 m ³	DC
2910-A	Installation de combustion : A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW -> E 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW -> DC	P thermique 0,580 MW	NC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	90 kW	D
1185	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)	120 kg	NC

Activités demandées ou modifiées par le PAC seul			
Rubrique	Activité	Capacité demandée	Clf
	<p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg -> DC</p> <p>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg -> D</p>		
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t -> A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total -> E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total -> DC</p>	0,2 t	NC
4801	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 t -> A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t -> D</p>	80 t	D

Tableau 2 : Activités classées après intégration des activités du PAC :

Activités actuelles autorisées					Évolution suite au PAC		
Rubrique	Activité	Seuil	Capacité autorisée	Clé	Nouvelle rubrique	Nouvelle capacité	Nouveau Clé
1185-2	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Qté >= 300 kg et capacité unitaire > 2 kg	-	-	1185-2	120 kg	NC
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Volume sup. 50 000 m³ mais inf. 300 000 m³	186 086 m³	A ¹	-	144 878 m³ Réduction du volume autorisé de 41 208 m³ pour la création d'un espace de bureaux dans la cellule A	E
1511-3	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature.	Volume >= 5 000 m³ mais < 50 000 m³	-	-	1511-3	7161 m³	DC
1530-2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m³ ; (A - 1) 2. Supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³ ; (E) 3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³. (D)	Volume > 20 000 m³ mais <= 50 000 m³	53 750 m³	A	-	46 500 m³	E

1 Ancien classement avant modification de la nomenclature par décret n° 2010-367 du 13 avril 2010.

Activités actuelles autorisées					Évolution suite au PAC		
Rubrique	Activité	Seuil	Capacité autorisée	Clé	Nouvelle rubrique	Nouvelle capacité	Nouveau Clé
1532-2 ²	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Volume > 20 000 m ³ mais <= 50 000 m ³			1532-2		E
2662-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de).	V >= 1000 m ³ mais < 40 000 m ³		A	2662-2		E
2663-2.a	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	V >= 10 000 m ³ mais < 80 000 m ³		A	2663-2.b		E
2910-A	Installation de combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1,	P thermique >= 1 MW	-	-	2910-A	0.580 MW	NC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	P > 50 kW	40 kW	NC	-	90 kW	D
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	Qté >= 50 t	-	-	4734-2	0,2 t	NC

2 Nouvelle rubrique créée par décret n° 2010-367 du 13 avril 2010

Activités actuelles autorisées					Évolution suite au PAC		
Rubrique	Activité	Seuil	Capacité autorisée	Clit	Nouvelle rubrique	Nouvelle capacité	Nouveau Clit
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.	>= 50 t	-	-	4801-2	80 t	D